



NOTE D'INFORMATION

Les cadres de certifications en Europe: moderniser l'enseignement et la formation

Les cadres européens et nationaux de certifications apportent des précisions sur le lien entre certifications, niveaux et types d'apprentissage

Les certifications sont traditionnellement classées et hiérarchisées en fonction des conditions institutionnelles de l'apprentissage, à savoir l'institution qui les a décernées et la durée des études. En Europe, la situation évolue et les cadres de certifications jouent un rôle important.

Couvrant tous les niveaux et types d'apprentissage, les cadres nationaux de certifications (CNC) s'appuient sur les résultats d'apprentissage, qui précisent ce que le détenteur d'un certificat ou d'un diplôme doit savoir, comprendre et être capable de faire. Les CNC, grâce à leurs liens avec le cadre européen des certifications (CEC) (encadré n° 1), permettent également aux personnes et aux employeurs de comparer le niveau des certificats et diplômes décernés dans le pays d'origine et dans d'autres pays.

Une meilleure compréhension de la signification des qualifications permettra de passer plus facilement d'un type d'apprentissage à un autre, par exemple, de l'enseignement général à l'enseignement et à la formation professionnels (FEP), d'une formation scolaire à des apprentissages professionnels, ou du secondaire supérieur à l'universitaire et inversement. Dans tous les cas, les apprentissages antérieurs peuvent être pris en considération, ce qui permet aux intéressés de suivre l'enseignement qu'ils souhaitent, soit dans leur pays soit dans un autre État membre de l'Union européenne, sans obstacle injustifié.

La France, l'Irlande et le Royaume-Uni disposent de CNC depuis de nombreuses années. L'instauration du CEC en 2004 a toutefois déclenché la création volontaire de CNC ailleurs en Europe. Le Cedefop supervise la création et la mise en œuvre de quelque 38 CNC ⁽¹⁾ dans 34 pays ⁽²⁾. Le dernier rapport du Cedefop ⁽³⁾ indique que

la quasi-totalité des pays ont décidé qu'un cadre national était la meilleure solution pour lier leurs qualifications au cadre européen.

D'ici la fin de 2011, la Belgique (Flandre), la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord, Écosse et Pays de Galles) auront relié leurs niveaux de qualifications au CEC. Les autres pays devraient achever ce processus d'ici 2012 ou, au plus tard, 2013. L'inclusion des niveaux du CEC dans les certificats et diplômes nationaux débutera en 2012.

Encadré n° 1 **Cadres européens et nationaux de certifications – les principes**

Les cadres nationaux de certifications (CNC) classent les qualifications en niveaux fondés sur les résultats de l'apprentissage. Les niveaux des CNC reflètent ce que le détenteur d'un certificat ou d'un diplôme doit savoir, comprendre et être capable de faire.

Le cadre européen des certifications (CEC) crée un cadre de référence commun appelé à servir d'outil de transposition pour les différents systèmes et niveaux de certification, tant pour l'enseignement général et supérieur que pour l'enseignement et la formation professionnels. Le CEC a pour but de promouvoir l'éducation tout au long de la vie et la mobilité; il a été officiellement adopté en 2008, après quatre années de développement ⁽⁴⁾.

Différentes ambitions et différents objectifs

La comparabilité internationale des certifications est importante pour tous les pays et c'est l'une des raisons qui expliquent l'émergence rapide des CNC. Leur

⁽¹⁾ Le Royaume-Uni a des CNC différents pour l'Angleterre/l'Irlande du Nord, le Pays de Galles et l'Écosse. La Belgique possède un CNC pour la Flandre et un pour les Communautés française et germanophone.

⁽²⁾ Parmi les 34 pays figurent les 27 États membres de l'UE, auxquels s'ajoutent la Croatie, l'Islande, l'ancienne République yougoslave

de Macédoine, le Liechtenstein, le Monténégro, la Norvège et la Turquie. La Suisse élabore actuellement un CNC et devrait rejoindre le processus européen en 2012.

⁽³⁾ Bientôt disponible à l'adresse:

http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/6112_en.pdf

⁽⁴⁾ Voir http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc44_fr.htm

création en Europe reflète néanmoins fortement les objectifs et besoins nationaux.

Des pays tels que la Croatie, l'Islande ou la Pologne considèrent leur CNC comme un cadre de réforme visant de manière explicite à améliorer la cohérence, la pertinence et la qualité du système existant. Cette situation peut impliquer des changements de grande ampleur tels que la mise en place de parcours d'apprentissage ou une modification des rôles et des responsabilités de tous ceux qui sont concernés. D'autres pays tels que le Danemark et les Pays-Bas considèrent leurs CNC comme des cadres de communication dont le but est d'améliorer les descriptions des systèmes de certifications existants et de préciser les possibilités à la disposition des apprenants et des décideurs politiques. Dans les faits, il s'agit de mieux utiliser ce qui existe déjà.

Les CNC en France et au Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord) ont un rôle réglementaire. Plusieurs autres nouveaux CNC serviront également de «filtres» pour les certificats et diplômes attribués en dehors du système public. Dans ce cas, comme dans les pays scandinaves, les CNC joueront un rôle indépendant dans la définition du champ d'application des systèmes nationaux de certifications.

Quelle forme les CNC revêtent-ils ?

Près de 26 pays ont proposé ou adopté huit niveaux pour leur CNC. Cette uniformité contraste avec les cadres précédents. L'Irlande a par exemple établi 10 niveaux. Le CNC du Royaume-Uni (Écosse) en compte 12. Celui de la France est en cours de révision et devrait passer d'une structure à 5 niveaux à une structure à 8 niveaux. Parmi les nouveaux cadres, ceux de l'Islande et de la Norvège comptent sept niveaux. La Slovénie en a proposé 10.

Certains pays, comme les Pays-Bas et le Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord et Pays de Galles), ont introduit des niveaux d'entrée (ou d'accès) dans leurs cadres pour inclure et récompenser l'apprentissage au niveau élémentaire (inférieur au niveau 1 du CEC). Ces niveaux d'entrée mettent en relief et récompensent l'apprentissage qui ne s'ajoute pas à une qualification à part entière, mais qui pourrait y contribuer s'il était associé à un autre type d'apprentissage. De nombreux utilisateurs pourraient bénéficier de cette approche, par exemple les personnes rencontrant des difficultés d'apprentissage et les décrocheurs.

Il a été difficile pour l'ensemble des pays d'élaborer des descripteurs de niveau à partir de résultats d'apprentissage pour les CNC. C'est une situation qu'ont vécue l'Allemagne et les Pays-Bas, où la relation entre la théorie (connaissances) et la pratique (aptitudes et

compétences) a été mise en évidence, puisqu'elle est directement liée à la question de savoir si dans le secondaire supérieur l'enseignement général et l'enseignement professionnel doivent être placés au même niveau.

Globalement, les pays se sont efforcés d'adapter les descripteurs du CEC à leur situation et à leurs besoins nationaux. On note ainsi une tendance, parmi les pays, à préciser davantage l'élément «compétences» du CEC pour mieux saisir les compétences sociales, professionnelles et communicationnelles. Un groupe de pays, dont l'Allemagne, les Pays-Bas et la Slovénie, font référence dans leurs cadres aux compétences plutôt qu'aux résultats d'apprentissage. Ces pays considèrent les compétences comme un concept générique, couvrant la capacité d'une personne à utiliser, d'une manière autonome, les connaissances, les aptitudes, les attitudes et autres capacités personnelles, sociales et méthodologiques dans des situations de travail ou d'études ainsi que pour le développement professionnel et personnel.

La plupart des CNC couvrent toutes les qualifications officiellement reconnues (enseignement général et supérieur et EFP) et attribuées par les autorités nationales. De nombreux pays, notamment le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, envisagent d'inclure dans leur CNC des certificats et diplômes décernés par des entreprises ou des secteurs qui ne sont pour l'instant pas reconnus comme des qualifications «officielles». Il s'agit d'une évolution importante puisqu'elle permet à chaque apprenant d'observer la manière dont les résultats d'apprentissage provenant de contextes différents, publics ou privés, sont liés et peuvent être combinés.

Évolution et situation en octobre 2011

Un vaste accord sur l'importance et la valeur d'un cadre de référence européen pour les certifications a encouragé un développement cohérent des CNC en Europe. Si des différences sont observées entre pays, il existe une convergence dans les principes de base et les solutions adoptées. Les CNC ont suivi les grandes étapes suivantes :

Conceptualisation et conception: les pays analysent et définissent les principes et les objectifs politiques de leur CNC.

Consultation et mise à l'essai: la proposition de CNC est présentée pour discussion à un large groupe d'intéressés, en général sous la forme d'une consultation publique.

Mise en place/adoption officielle: le CNC est adopté et mis en place, en général par arrêté, loi ou accord officiel entre les intéressés.

Mise en œuvre pratique: le CNC commence à être appliqué et les institutions sont tenues de respecter les nouvelles structures et méthodes. Les utilisateurs finaux potentiels sont informés des objectifs et avantages des CNC. À l'issue du processus, les CNC doivent procurer des avantages aux utilisateurs finaux, personnes et employeurs.

L'évolution générale des CNC, sur la base des derniers résultats du Cedefop, est résumée dans l'encadré n° 2.

Encadré n° 2. **CNC en Europe – les chiffres**

- 28 pays élaborent ou ont élaboré des CNC globaux couvrant tous les types et niveaux de certifications. La République tchèque, l'Italie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et le Liechtenstein doivent encore se prononcer sur le champ d'application et l'architecture de leur cadre;
- les CNC en République tchèque, en France, en Italie et au Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord) couvrent un nombre limité de types et niveaux de certifications, ou se composent de différents cadres pour différentes parties du système d'éducation et de formation, sans liens clairement définis;
- 26 pays ont proposé ou adopté un cadre à 8 niveaux. Les huit autres pays disposent de CNC comportant, selon les cas, 5, 7, 9, 10 ou 12 niveaux;
- tous les pays utilisent une méthode fondée sur les résultats de l'apprentissage pour établir les descripteurs de niveaux;
- 14 CNC ont été officiellement adoptés dans leurs pays respectifs;
- la France, l'Irlande, Malte et le Royaume-Uni ont entièrement mis en œuvre leur CNC. Près de dix autres pays entament la première étape de mise en œuvre.

L'une des préoccupations qui subsistent porte sur le fait que l'utilisation de cadres est encouragée sur la base de données insuffisantes et qu'ils sont mal adaptés aux conditions et besoins nationaux.

Il semble que la conception des CNC réponde à cette préoccupation. Des principes fondamentaux communs permettent la comparaison et le dialogue, mais les pays marquent de leur propre empreinte leurs cadres nationaux.

Dès le début, l'élaboration des CNC s'est caractérisée par un débat intense dans de nombreux pays, notamment sur la notion de résultats d'apprentissage et sur la manière d'appliquer ces principes aux systèmes d'éducation et de formation actuels. Le débat a porté sur la définition d'une vision partagée des valeurs et de l'avenir de l'éducation et de la formation plutôt que sur des aspects techniques concernant l'adoption d'une

structure ou d'un nombre de niveaux particulier. De précieux enseignements ont également été tirés, qui soutiendront la poursuite du développement et de la mise en œuvre des CNC (encadré n° 3).

CNC – leur impact

S'il est vrai que les cadres de certifications n'en sont encore qu'à leurs débuts, certains éléments attestent déjà de leur impact. Au niveau européen, la mise en place d'un cadre de référence commun européen bénéficie d'un soutien appuyé, et la majorité des pays rejoindront cette tendance d'ici la fin 2012.

Au niveau national également, les CNC donnent de l'élan aux réformes. Les différents volets du système d'éducation et de formation – enseignement général, supérieur et EFP – sont généralement gérés de manière indépendante. Le concept d'un cadre global a encouragé les pays à trouver de manière plus systématique des liens solides entre ces sous-systèmes, en particulier entre l'EFP et l'enseignement à orientation générale. Le renforcement de ces liens peut réduire les obstacles à l'accès à l'apprentissage et permettre aux apprenants de passer plus facilement d'un niveau ou d'un type d'apprentissage à un autre.

Encadré n° 3. **Élaboration et mise en œuvre des CNC: les enseignements**

- La mise en œuvre des CNC demande du temps pour développer la compréhension des concepts les plus importants et promouvoir un changement de culture;
- la participation des intéressés est importante à toutes les étapes pour garantir l'appropriation;
- l'élaboration de CNC est un processus itératif, dans lequel le système d'éducation et de formation existant et le CNC sont progressivement alignés l'un sur l'autre;
- un équilibre s'impose entre la mise en œuvre au sein des différents volets du système d'éducation et de formation, et entre ceux-ci (en particulier entre les différents types d'EFP, ainsi qu'entre l'EFP et l'enseignement général et supérieur);
- les CNC doivent se montrer suffisamment souples pour s'adapter aux différents types d'apprentissage;
- il se peut que les CNC soient davantage des facilitateurs que des moteurs du changement; ils doivent s'aligner sur d'autres politiques de soutien et contraintes institutionnelles.

L'élaboration des CNC a nécessité la participation d'un groupe d'intéressés plus large que d'habitude, issus des secteurs public et privé de l'éducation et de la formation, et du marché du travail. Cet aspect peut influencer la nature et l'orientation du débat sur l'éducation et la formation, en obligeant les intéressés à dépasser leur propre position et à envisager l'interaction et la relation, par exemple, entre les différents secteurs et institutions.

De nombreux pays se servent de leur CNC pour promouvoir le recours aux résultats d'apprentissage. Les progrès dans l'introduction de ces résultats s'observent principalement dans l'enseignement professionnel initial et dans l'enseignement supérieur. Si l'enseignement général accuse un retard dans certains pays, des changements sont également en train de s'y opérer.

Les CNC apportent une valeur ajoutée en offrant un point de référence indépendant, permettant non seulement de comparer les qualifications existantes, mais également de les améliorer. En Finlande, la communauté de l'enseignement supérieur considère son nouveau CNC et ses descripteurs comme un point de référence neutre favorisant le dialogue et améliorant la qualité.

Nombre de nouveaux CNC commencent seulement à avoir une incidence sur les utilisateurs finaux – personnes et employeurs –, mais on note certains signes encourageants ⁽⁵⁾.

CNC – les défis

Dans la mesure où un nombre croissant de CNC entrent dans leur phase de mise en œuvre, plusieurs défis doivent être relevés pour assurer leur réussite.

Il est essentiel que les pays adoptent une logique claire dans l'attribution des certifications aux niveaux tant du cadre européen que des cadres nationaux. Les décisions sur les niveaux nationaux doivent refléter les résultats d'apprentissage réels des certifications, et être acceptées. Ce point est essentiel pour assurer la confiance entre les pays. Compte tenu du rôle clé des CNC dans l'établissement de liens entre les systèmes de certifications nationaux et le CEC, l'incidence du CEC sur la promotion de la mobilité européenne serait fortement entravée en l'absence de cette confiance. L'assurance qualité est primordiale pour faire naître l'acceptation et la confiance.

Les descripteurs doivent être étroitement liés aux critères de résultats d'apprentissage sur lesquels ils s'appuient. La réussite et l'impact des CNC dépendent très fortement du passage aux résultats d'apprentissage. Dans la majorité des pays, l'achèvement de la définition des descripteurs de niveaux nationaux devrait montrer que les résultats d'apprentissage sont pris en considération et portent de manière systématique sur les normes, les programmes et les méthodes d'évaluation et d'apprentissage. L'échange d'expériences aux niveaux européen et national encourage l'apprentissage mutuel sur la façon de déterminer et de décrire au mieux les résultats d'apprentissage.

Une autre difficulté considérable est la nécessité de renforcer la participation et l'implication des établissements d'enseignement dans le débat sur la manière d'aligner l'évolution des CNC sur les systèmes et pratiques d'éducation et de formation.

Si l'on veut que les CNC jouent un rôle de passerelle ou d'intégration, l'interaction entre les différents niveaux et volets du système d'éducation et de formation doit être clairement couverte par les cadres. En Pologne, les efforts de définition de descripteurs de niveau cohérents au niveau national et pour les différents sous-systèmes (enseignement général, EFP et enseignement et formation universitaires) doivent permettre au CNC de réduire les obstacles au sein du système d'éducation et de formation. La validation de l'apprentissage non formel et informel telle qu'elle est prévue dans les CNC constitue un moyen de renforcer les liens entre les niveaux et types de certifications et permettra aux intéressés de comprendre, choisir et passer entre les différents types et niveaux d'apprentissage.

Que les pays considèrent leur CNC comme un cadre de réforme ou comme un cadre de communication, les cadres européens et nationaux de certifications modifient la perception de l'éducation et de la formation.

En demandant aux intéressés d'adopter une perspective plus large et de considérer le système d'éducation et de formation dans son ensemble, les cadres de certifications encouragent l'enseignement tout au long de la vie.

Note d'information – 9064 FR
Cat. No: TI-BB-11-007-FR-N
ISBN 978-92-896-0783-4, doi: 10.2801/77250
© Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2011
Tous droits réservés.

Les notes d'information sont publiées en allemand, grec, anglais, espagnol, français et italien. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante: briefingnotes@cedefop.europa.eu

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante:
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

PO Box 22427, 551 02 Thessalonique, GRÈCE
Europe 123, Thessalonique, GRÈCE
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
Courriel: info@cedefop.europa.eu

visitez notre portail www.cedefop.europa.eu

⁽⁵⁾ <http://en.iu.dk/transparency/qualifications-frameworks>